

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Centre  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 02/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ESKA (ex GDE METALIFER)**

3A route du Rohrschollen  
67000 STRASBOURG

Références : 0006700587/GC/CA  
Code AIOT : 0006700587

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement ESKA (ex GDE METALIFER) implanté 3a, route du Rohrschollen 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.  
Elle est ciblée sur une problématique de pollution atmosphérique.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA (ex GDE METALIFER)
- 3a, route du Rohrschollen 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006700587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations de la rue du Rohrschollen étaient exploitées par la société GDE jusqu'en 2022. Elles ont depuis été reprises la société ESKA (groupe DERICHEBOURG).

Le site est agréé pour les opérations ayant trait aux VHU, y compris leur broyage.  
L'établissement est réglementé par des prescriptions préfectorales du 29 mars 2021 (AP du

29/03/2021). Il a initialement été autorisé en 1996.

L'établissement relève de la directive IED : il est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchet.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émissions	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 3.2.2	Prescriptions complémentaires	Un an
4	Surveillance des retombées atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.3.1	Prescriptions complémentaires	immédiat

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.2	Sans objet
3	Traitement des émissions du broyeur	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2	Sans objet
5	Envois de poussières et canalisation des émissions	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 3.1.1	Sans objet
6	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 7.3.2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

#### Non conformités :

Compte tenu des dépassements épisodiques de valeurs-limites (composés organiques volatiles indifférenciés) dans les rejets canalisés et de la présence de polluants organiques persistants en quantité notable dans les rejets et les retombées, il est attendu que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires permettant de limiter les émissions du broyeur.

#### Observations :

De même, afin de limiter les émissions diffuses, il serait pertinent de couvrir les tas de RBA et de capoter les bandes transporteuses. Il est aussi attendu que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires pour stopper les envois de déchets plastiques légers au point de chute des métaux broyés.

Enfin, il est attendu que l'exploitant formalise sa demande de modification des prescriptions relatives au confinement des eaux d'incendie et qu'il apporte des éléments garantissant l'étanchéité de la vanne de confinement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des émissions canalisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution atmosphérique	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions atmosphériques du broyeur sont contrôlées suivant les paramètres et fréquences du tableau ci-dessous :	
Paramètre	Fréquence
Poussières	Semestrielle
COVT	Semestrielle
Métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V, Hg)	Annuelle
PCB qui ne sont pas de type dioxine (en masse)	Annuelle
PCB de type dioxine (valeur pondérée en « équivalent toxique »)	Annuelle
Retardateurs de flamme bromés	Annuelle
Dioxines et furannes (PCDDF)	Annuelle
La première année de la surveillance, les COVT émis sont caractérisés par espèce chimique en portant une attention particulière aux substances cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction. Durant cette première année, la surveillance du paramètre COVT est trimestrielle.	
<b>Constats :</b>  L'ensemble des polluants ci-dessus sont analysés sur la campagne de mars 2023. Les COVT et poussières ont été mesurés en novembre 2023. Les paramètres et fréquences de mesure sont conformes. Le rapport de mesure de mars 2023 indique : La concentration en PCB DL est de 0.01214ng/m <sup>3</sup> TEQ pour un flux de 1.1506µgITEQ/h. La concentration en PCB I est de 306,2ng/m <sup>3</sup> TEQ pour un flux de 29.025mgITEQ/h. La concentration en dioxine furane est de 0.00345ng/m <sup>3</sup> TEQ pour un flux de 0.3269µgITEQ/h.  La comparaison à la valeur de référence pour les PCB I, soit 100 ng/m <sup>3</sup> TEQ (à l'exemple de la Wallonie), indique que la concentration mesurée en 2023 est trois fois supérieure à cette valeur. L'exploitant indique néanmoins que les concentrations en PCB I ont diminué ces dernières années. En effet, les concentrations en PCB I atteignait 6 224ng/m <sup>3</sup> en 2022 et 985ng/m <sup>3</sup> en 2021.  La comparaison à la valeur de référence, donnée dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles concernant l'incinération des déchets, à 0,1 ng/m <sup>3</sup> « WHO Teq » pour la somme dioxine, furanne et PCB DL, montre que les concentrations mesurées sont inférieures à cette valeur.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 2 : Valeurs limites d'émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les conditions normalisées suivantes s'appliquent : gaz secs à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. Dans ces conditions, les valeurs limites d'émission à ne pas dépasser en sortie de la cheminée du broyeur sont les suivantes, suivant le paramètre : <ul style="list-style-type: none"><li>• Poussières : 10 mg/m<sup>3</sup> à compter du 17 août 2022, 40 mg/m<sup>3</sup> jusqu'à cette date,</li><li>• COVT : 110 mg/m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le contrôle de mars 2023, donne une concentration en COVT moyenne pour les trois essais à 109mg/m <sup>3</sup> pour un flux de 10 456 g/h. (1 essai dépasse les 110 mg/m <sup>3</sup> , soit 168 mg/m <sup>3</sup> )  Le contrôle de novembre 2023 indique une concentration en COVT moyenne pour les trois essais à 128 mg/m <sup>3</sup> pour un flux de 12100 g/h. (2 essais dépassent les 110 mg/m <sup>3</sup> , soit 140 et 177 mg/m <sup>3</sup> ) Ceci constitue une non-conformité. L'historique des résultats depuis 2021 montre qu'il s'agit du second dépassement de cet ordre (une valeur à 138 mg/m <sup>3</sup> en 2022) et que les valeurs mesurées sont parfois au-dessus de la limite, le plus souvent en dessous, mais toujours proches des 110 mg/m <sup>3</sup> . Les résultats d'un contrôle inopiné diligenté par l'inspection sont attendus.  La VLE en poussières est respectée avec une concentration de 8,7 et 6,4 mg/m <sup>3</sup> respectivement en mars et novembre 2023.  Le dépassement de la valeur limite d'émission en COVT témoigne d'une émission de composés organique significative. A ce jour, le traitement des émissions en place ne traite pas ces composés organiques. A noter que les PCB évoqués au constat précédent sont aussi des polluants organiques. Cette question des émissions de polluants organiques nécessite une réponse globale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> un an

**N° 3 : Traitement des émissions du broyeur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Annexe 3.2 : Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement mécanique  Les dispositions de cette annexe s'appliquent en complément des dispositions des annexes 2 et 3.1. Les dispositions de cette annexe ne s'appliquent pas au traitement mécano-biologique. L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.  D du VI annexe 3.1



d

Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses

Cela inclut des techniques telles que :

- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ;
- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;
- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.

L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.

**Constats :**

Les techniques mises en œuvre pour le traitement des fumées, cyclone et lavage, sont répertoriées comme MTD. De plus, l'exploitant a installé un dispositif d'injection de mousse (à base d'émulseur synthétique non fluoré) au niveau du rotor du broyeur.

Pour autant, les résultats des mesures précitées montrent que ces techniques ne sont pas suffisamment efficaces en ce qui concerne les polluants organiques.

Les boues générées par ces traitements, et donc contenant théoriquement l'essentiel des polluants, sont collectées dans un bassin puis, après décantation, les résidus sont évacués vers le stockage de RBA. L'eau utilisée est réinjectée dans le système de traitement humide (circuit fermé).

Le mélange de boues et de RBA est ensuite expédié vers une installation de stockage ou vers un centre disposant d'installation permettant un traitement post-broyage.

Les résultats d'une analyse réalisée le 16 octobre 2023 sur un échantillon de RBA a été présenté. Ils n'appellent pas à commentaires de l'inspection.

Concernant les émissions diffuses, il est à noter que le broyeur est capoté (mais non étanche pour des raisons de sécurité), mais pas les bandes transporteuses.

Un stockage des déchets métalliques en bâtiments fermés n'est pas faisable.

La mise en place d'une couverture sur la zone de stockage des RBA (déchets susceptibles de contenir le plus de substances polluantes), à l'instar du stockage du second broyeur exploité par ESKA au port du Rhin, pourrait limiter davantage les émissions diffuses.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Surveillance des retombées atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution atmosphérique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une surveillance annuelle des retombées de polluants persistants et de poussières.

Les points de prélèvements sont déterminés au travers d'une étude de dispersion. Ils encadrent le site. Un point témoin, hors influence du rejet de l'usine est déterminé.

Les polluants persistants retenus pour cette surveillance sont les suivants :

- PCB qui ne sont pas de type dioxine (en masse),
- PCB de type dioxine ("DL" valeur pondérée en « équivalent toxique »),
- Retardateurs de flamme bromés,
- dioxines et furannes.

**Constats :**

Les PCB Dioxines Like, "DL", et Indicateurs, "I", n'ont pas été analysés sur la campagne 2022. La campagne de 2023 s'est déroulée d'avril à juin. Sur cette campagne l'ensemble des polluants prescrits ont été analysés. Le prestataire a rendu les résultats sans appliquer la pondération OMS, "WHO-TEQ", sur les PCB DL, ce que l'inspection a dû corriger.

Le tableau ci-dessous rend compte des points proches du broyeur (70 à 250 m), les plus impactés.

	Point 1	Point 2	Point 6
Poussières mg/m <sup>2</sup> /j	392	56	105
Dioxines pg/m <sup>2</sup> /j (I teq)	30	2,8	0
PBDE µg/m <sup>2</sup> /j	5,11	0,5	0,7
PCBi ng/m <sup>2</sup> /j	750	40	42
PCB DL pg/m <sup>2</sup> /j (I teq OMS)	104,9	9,9	9,2

Le point n° 1, situé à la limite entre l'UIOM Sénerval et le site Derichebourg, à 70 m du broyeur et à 6 m de hauteur, se distingue. Les deux autres points présentent aussi des valeurs élevées, même si moindres. Le n° 2 est dans l'emprise d'une entreprise agro-alimentaire voisine.

L'inspection retient, à l'issue de la lecture d'études de retombées réalisées en France entre 2008 et 2014 les valeurs indicatives observées suivante en zone industrielle/urbaine :

- pour les PCBi, de 13 à 26 ng/m<sup>2</sup>/j ;
- pour les PCB DL, de 2 à 4 pg/m<sup>2</sup>/j Iteq OMS.

Elles sont largement dépassées pour tous les PCB sur les trois jauges. Au regard de ces constats, il est notamment proposé d'augmenter la fréquence de surveillance. Des campagnes été/hiver sont envisagées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** sans

**N° 5 : Envois de poussières et canalisation des émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution atmosphérique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport de produits dans l'installation.

L'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux.

**Constats :**

Un dispositif de brumisation est installé sur la zone de stockage des RBA, en sortie de bande transporteuse.

L'inspection constate quelques envois de plastiques légers à la sortie de la bande transporteurs alimentant le tas de déchets ferreux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Confinement des eaux d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, les eaux installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent) permettant de recueillir des eaux polluées, d'un volume de 1 395 m <sup>3</sup> .  Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. (...)
<b>Constats :</b>  Les eaux d'extinction d'incendie sont confinées dans la pointe diamant du quai. Les éléments transmis par l'exploitant le 13 mars 2024 indiquent que le volume de cette rétention est de 617 m <sup>3</sup> . Un calcul réalisé selon la méthode D9/D9A a également été transmis à l'inspection. Le calcul indique qu'un volume de rétention de 593 m <sup>3</sup> est nécessaire. L'exploitant a indiqué que suite au changement d'exploitant les quantités maximales présentes sur le site ont diminuées et que de ce fait, les besoins relatifs à la défense contre l'incendie sont moins conséquents. Une demande de modification de cette prescription sera prochainement déposée. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la corrélation entre les quantités maximales autorisées et les moyens de défense contre l'incendie. Ainsi, si l'exploitant souhaite une baisse des capacités des moyens de lutte contre l'incendie, un ajustement des quantités maximales prévues par l'arrêté d'autorisation sera probablement nécessaire.  Le confinement effectif des eaux d'incendie est assuré par la fermeture d'une vanne de type guillotine à commande manuelle, dûment signalée et actionnable en toute circonstance. Toutefois, suite à l'incendie du 1er juillet 2024, sur l'effet de la pression exercée par les eaux confinées, l'étanchéité de cette vanne a été remise en question. L'exploitant a engagé des réflexions à ce sujet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite, dans l'immédiat